

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2865

26 novembre 2012

SOMMAIRE

Abrantes Martins S.à r.l.	137510	Berewtec S.A.	137516
Accardi S.à r.l.	137476	BMO Finance Company II	137520
ACE Holdings S.à r.l.	137509	Bona S.A.-SPF	137518
Ahmoose S.A.	137511	Boulangerie-Pâtisserie Christian Schuma- cher S.à r.l.	137517
Aigeln S.à r.l.	137508	BRE/German Holdco 9 S.à r.l.	137519
Alanis S.A.	137509	Brenntag	137515
Alapis Luxembourg (2) S.A.	137508	Brenntag-Interfer	137515
Aliunde S.A.	137509	Burdes S.à r.l.	137516
Aliunde S.A.	137509	Bureau Luxembourg S.A.	137516
Alken Fund	137486	Bureau Schneider S.à r.l.	137517
AM Management S.A.	137511	Carrosserie Roemen, S.à r.l.	137516
Amundi Funds	137510	C.E.C.T. Compagnie Européenne de Ciné- ma et de Télévision S.A.	137519
Andres Sàrl	137510	Chelsey Investissement S.A.	137520
Anglo American Luxembourg	137510	Coperval Participations S.A.	137519
Anglo American Luxembourg	137512	e-technologies SA	137515
APPIA Global Infrastructure Portfolio SCA, SICAV-FIS	137517	e-volution S.A.	137508
Aston Finance Solutions S.A.	137505	Finer S.A.	137512
Atypical	137474	Global Strategies Group (Luxembourg) S.A.	137512
Aylesdale Holding S.A.	137514	Lapithus Servicing S.à r.l.	137519
Azurinvest	137520	Metal Mechanical Holding Corporation S.A.	137485
Azurinvest	137517	Securities Services	137512
Bain Capital CCD II (Luxembourg) Sàrl	137514	Sifipar S.A.	137517
Bain Capital CCD I (Luxembourg) Sàrl ..	137514	SmartStream Acquisitions S.à r.l.	137504
Bain Capital HDS I (Luxembourg) Sàrl ..	137515	SportFitness Connection Sàrl	137496
Ball Delaware Holdings S.C.S.	137515	Sumava Investment S.à r.l.	137496
Bankers & Brokers S.A.	137514	Tizela Invest S.A.	137505
Baracoa S.à r.l.	137513	Tricol S.A.	137504
Battersea S.A.	137513	Verillon S.à r.l.	137483
B.D.C. - Business Development Consulting S.à r.l.	137518	Yellowwoods Administration Services Lu- xembourg S.à r.l.	137504
Begyval S.A.	137518	Zandvoort Assets S.A.	137504
Benelux Leading Capital Investors S.à r.l.	137513		
Benelux Taxis S.à r.l.	137518		

Atypical, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 29, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 172.467.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-sixième jour d'octobre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, soussigné.

Ont COMPARU:

1.- La société anonyme Solar Wood Folkendange S.A., avec siège social à L-9368 Folkendange, Maison 1, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 103.125, ici représentée par son administrateur unique Madame Myriam UNSEN – BELLION, demeurant professionnellement à L-9368 Folkendange, Maison 1,

et

2.- Monsieur Wilhelm KREUTZ, Designer, né le 22 décembre 1955 à Trèves (Allemagne), demeurant à L-1231 Howald, 62, avenue Berchem.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet, Durée, Dénomination, Siège

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la commercialisation, la diffusion et la distribution de produits, d'articles et d'objets destinés à la vente en gros et en détail auprès de tous revendeurs nationaux et internationaux ainsi que toutes opérations commerciales, financières et industrielles s'y rattachant directement ou indirectement.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «ATYPICAL».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou en tout autre pays.

Titre II. - Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 €) représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur de centvingt-cinq euros (125 €) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Le ou les gérants sont nommés par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/est librement et à tout moment révocable(s) par les associés.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2012.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Souscription

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Solarwood Folkendange S.A., précitée,	25 parts sociales
2.- Monsieur Will KREUTZ, précité,	75 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 €) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution est évalué à mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Will KREUTZ, prénommé.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant.

2) La société aura son siège social à L-1331 Luxembourg, 29, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Dont acte, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante ès qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Myriam Unsen-Bellion, Wilhelm Kreutz, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 30 octobre 2012. LAC / 2012 / 50999. Reçu 75..

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 novembre 2012.

Référence de publication: 2012144273/108.

(120190006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2012.

Accardi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 166.636.

In the year two thousand and twelve on the twenty-fifth day of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Accardi S.à r.l., (the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 166 636, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary formerly residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 31 January 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 702 of 16 March 2012.

The meeting was presided by Maître Karolina Szpinda, avocat, with professional address in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Maître Claire Braun, avocat, with professional address in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder(s), the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list, as well as the proxies, will remain attached to this document to be filed with it with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that all five hundred (500) ordinary shares, representing 100% of the issued share capital of the Company were duly represented at the present meeting.

III. All shareholders represented declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

IV. The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

A. Increase of the share capital of the Company by five hundred thousand euro (EUR 500,000) in order to increase the actual capital from twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) up to five hundred and twelve thousand five hundred euro (EUR 512,500) by the creation and issue of twenty thousand (20,000) redeemable preferred shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each (the "Preferred Shares"); approval of Hokol S.à r.l., a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 167.470 (the "Subscriber") as new shareholder of the Preferred Shares of the Company; subscription and payment of the Preferred Shares by the Subscriber for a total subscription amount of five hundred thousand euro (EUR 500,000) to increase the capital; consequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 6.** The share capital is set at five hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 512,500), represented by five hundred (500) ordinary shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Ordinary Shares") and by twenty thousand (20,000) redeemable preferred shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Preferred Shares" and, together with the Ordinary Shares, the "Shares").

B. Determination of the rights and obligations of the newly created preferred shares as set forth in the amended and restated Articles below and consequent amendment and restatement of the Articles as follows:

" **Art. 1.** The Company is a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by these articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. The object of the Company is the holding of investments, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, debentures, notes and other securities of any kind.

The Company may carry on intragroup or other investing activities and cash management.

The Company may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out all its activities either directly or through one or more branches.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is named "Accardi S.àr.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at five hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 512,500), represented by five hundred (500) ordinary shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Ordinary Shares") and by twenty thousand (20,000) redeemable preferred shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Preferred Shares" and, together with the Ordinary Shares, the "Shares").

Art. 7. The capital of the Company may be increased or reduced at any time by a decision of the general meeting of shareholders, subject to and in accordance with the provisions of the Articles, including reductions of capital through the cancellation of Ordinary Shares or Preferred Shares.

The shareholders may make additional capital contributions (without a related issue of Shares) in relation to Preferred Shares (the "Preferred Share Capital Contributions") to be allocated to the Preferred Share Capital Contributions account. The Preferred Share Capital Contributions shall be distributable.

Art. 8.

8.1 The holder of Preferred Shares (the "Preferred Shareholder") shall be entitled to a preferential and cumulative dividend payable out of the funds of the Company legally available therefor (the "Preferred Share Dividend") at a rate of 5% per annum, compounded annually, of the aggregate amount represented by the nominal value of the Preferred Shares and of the Preferred Share Capital Contributions, which shall accrue daily from the date of issuance of the Preferred Shares and from the date of the Preferred Share Capital Contributions as and when made and shall be calculated assuming a year of 360 days. Such Preferred Share Dividend shall be payable only when and as recommended by the board of managers of the Company and declared by the shareholders resolving in accordance with the provisions of Article 13.

8.2 No dividends shall be paid on the Ordinary Shares of the Company during any financial year of the Company until the Preferred Share Dividend shall have been paid for that financial year and any financial year in which the Preferred Share Dividend accumulated but remained unpaid. After all accumulated Preferred Share Dividends have been fully paid, the holders of the Ordinary Shares and the Preferred Shareholder shall be entitled to receive dividends (the "Additional Dividends") in the following ratio: (x) ninety-nine percent (99%) to the holders of Ordinary Shares, to be shared by each in accordance with its relative ownership percentage of the Ordinary Shares, and (y) one percent (1%) to the Preferred Shareholder. Such Additional Dividends shall be payable only when and as recommended by the board of managers of the Company and declared by the shareholders resolving in accordance with the provisions of Article 13.

8.3 After the Preferred Share Capital Contributions have been distributed in full to the Preferred Shareholder, the Company may redeem from any source of funds legally available therefor all or a portion of the Preferred Shares at any time (each a "Company Redemption Date"). Such redemptions shall be effective upon approval thereof by the shareholders at the majorities required for the amendment of articles for an amount (calculated to the nearest cent) determined by multiplying the number of Preferred Shares to be redeemed by a fraction, the numerator of which shall be the Unreturned Preferred Share Capital (as defined below), and the denominator of which shall be the number of Preferred Shares outstanding immediately prior to the Company Redemption Date, plus, all accrued or declared but unpaid Preferred Share Dividends on the Preferred Shares to be redeemed (the "Optional Redemption Amount"). For purposes of this Article, "Unreturned Preferred Share Capital" shall mean at any date the excess, if any, of the Preferred Share capital over the aggregate amount distributed to the holder of the Preferred Shares pursuant to this Article 8.3 other than as Preferred Share Dividends.

Any redemption effected pursuant to this Article 8.3 shall reduce the share capital by the aggregate nominal value of the Preferred Shares redeemed and such redeemed Preferred Shares shall be cancelled.

At least fifteen but no more than thirty days prior to each Company Redemption Date, the Company shall deliver written notice to the holder of the Preferred Shares notifying the holder of the Preferred Shares of the redemption to be effected, specifying the number of shares to be redeemed from the holder of the Preferred Shares, the Company Redemption Date and the Optional Redemption Amount.

Art. 9. Towards the Company, each Share is indivisible, only one owner being admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Shares may be transferred only pursuant to the requirements of the Law.

Art. 11. The Company is administered by at least one manager, who is designated by the shareholders. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The powers of each manager and the duration

of his mandate are determined by the shareholders. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause at any time.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation).

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or E-mail another manager as his proxy.

The quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office. Decisions will be taken by absolute majority of the votes of the managers present or represented at such meeting. The minutes of the board meetings shall be signed by the managers present and the proxyholders of the managers represented.

A manager may participate in any meeting of managers of the Company by conference call or by similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. A meeting of managers may also in all circumstances be held by conference call only and will be subject to the quorum and majority conditions set forth hereabove. Resolutions taken will be validated by circulation of the minutes to and signature by members of the board of managers participating at the meeting.

A written decision signed by all the managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be stated in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) do not assume, by reason of his/their position, any personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. Each shareholder may take part in collective decisions or general meetings of shareholders irrespective of the number of Shares held by him. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions of shareholders or resolutions of shareholders' meetings are validly taken only insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the Shares.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Shares, subject further to the provisions of the Law.

Art. 14. The financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 15. At the end of each financial year, the accounts of the Company shall be established by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers.

Each shareholder may inspect such accounts at the registered office.

Art. 16.

16.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Shares.

16.2 The balance of the net profit may be distributed to the shareholders upon decision at the general meeting in accordance with the provisions of the Articles and as set forth hereafter in proportion to their shareholding in the Company.

16.3 The shareholders may declare and pay interim dividends provided that, on the basis of statements of accounts prepared by the board of managers, sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year, increased by profits carried forward and distributable reserves (including for the avoidance of doubt the Preferred Shares Capital Contributions) but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

16.4 The Preferred Share Capital Contributions may be distributed all or in part to allow for distributions (including interim dividend distributions) by way of reduction of the Preferred Share Capital Contributions in accordance with these Articles.

The Company may distribute all or a portion of the Preferred Share Capital Contributions at any time (each a "Company Distribution Date") in accordance with the provisions of Article 16.3 applicable to the declaration and payment of interim dividends. The Company shall effect such distributions on the applicable Company Distribution Date by paying in cash an amount not to exceed the Unreturned Redeemable Share Capital Contribution (as defined below) (the "Optional Distribution Amount"). "Unreturned Redeemable Share Capital Contribution" shall mean at any date the excess, if any, of the aggregate amount of the Preferred Share Capital Contributions over the aggregate amount distributed to the holder of the Preferred Shares pursuant to this Article 16.4 other than as Preferred Share Dividends.

16.5 Except as otherwise provided in Article 8, no distributions may be made to the holders of Ordinary Shares unless any amounts due and payable to date under the Preferred Shares have been paid.

Art. 17.

17.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

17.2 At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

17.3 In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Company, whether voluntary or involuntary, the holder of the Preferred Shares shall be entitled to receive, in preference to any distribution of any of the assets or surplus funds of the Company to the holders of the Ordinary Shares, an amount equal to the sum of the nominal value of the Preferred Shares and the Preferred Share Capital Contributions plus all accrued or declared but unpaid Preferred Share Dividends (the "Preference Amount"). After payment to the holder of the Preferred Shares of the Preference Amount, the entire remaining surplus assets and funds of the Company shall be distributed among the holders of the Ordinary Shares in proportion to the Ordinary Shares held each of them.

For purposes of this Article 17.3 (i) any acquisition of the Company by means of a sale or merger or other form of corporate reorganization in which outstanding shares of the Company are exchanged for securities or other consideration issued, or caused to be issued, by the acquiring corporation or its subsidiary (other than a mere reincorporation transaction), or (ii) a sale of all or substantially all of the assets of the Company, shall be treated as a liquidation, dissolution or winding up of the Company and shall entitle the holder of the Preferred Shares to receive at the closing in cash, securities or other property equal to the Preference Amount.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

The shareholders, represented as stated above, then asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The shareholders decide to increase the issued share capital of the Company by an amount of five hundred thousand Euro (€ 500,000) in order to increase the actual capital from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500) up to five hundred and twelve thousand five hundred Euro (€ 512,500) by the creation and issue of twenty thousand (20,000) Preferred Shares with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25) each.

Subscription - Payment

The twenty thousand (20,000) Preferred Shares are entirely subscribed and fully paid up the Subscriber, represented by Me Karolina Szpinda, prenamed, by a contribution in cash of an aggregate amount of five hundred thousand euro (EUR 500,000) to be allocated to the share capital of the Company.

The amount of eight hundred fifty thousand euro (EUR 850,000) is as of now at the free disposal of the Company as it has been shown to the undersigned notary by a bank certificate.

As a consequence the shareholders resolved to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company as follows:

" **Art. 6.** The share capital is set at five hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 512,500), represented by five hundred (500) ordinary shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Ordinary Shares") and by twenty thousand (20,000) redeemable preferred shares of a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) each (the "Preferred Shares" and, together with the Ordinary Shares, the "Shares")."

Second resolution

Consequential to the preceding resolution the shareholders resolved to determine the rights and obligations of the newly created Preferred Shares and to amend and restate the Articles to be read as set forth in point B of the agenda.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary, by their surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed, together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'année deux mille douze le vingt-cinquième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire demeurant à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Accardi S.à. r.l (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166 636, constituée suivant acte reçu de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 31 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 702 du 16 mars 2012.

L'assemblée a été présidée par Maître Karolina Szpinda, avocat, avec résidence professionnelle à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Maître Claire Braun, avocat, avec résidence professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le(s) mandataire(s), le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent document pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il ressort de ladite liste de présence que toutes les cinq cent (500) parts sociales ordinaires, représentant 100% du capital social émis de la Société, étaient valablement représentées à la présente assemblée.

III. Tous les associés représentés ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé à leurs droits à tout avis de convocation préalable de cette assemblée de sorte que l'assemblée puisse statuer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour indiqué ci-dessous:

A. Augmentation du capital social de la Société de cinq cent mille euros (EUR 500.000), de façon à porter le capital actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à cinq cent douze mille cinq cent euros (EUR 512.500,-) par la création et l'émission de vingt mille (20.000) parts sociales préférentielles rachetables d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Préférentielles»); l'approbation de Hokol S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 167.470 (le «Souscripteur») en tant que nouvel associé des Parts Sociales Préférentielles de la Société; souscription et paiement des Parts Sociales Préférentielles par le Souscripteur pour un montant total de souscription de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) pour l'augmentation de capital; modification subséquente de l'article 6 des statuts de Société comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à cinq cent douze mille cinq cent euros (EUR 512.500,-) représenté par cinq cent (500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par vingt mille (20.000) parts sociales préférentielles rachetables d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Préférentielles») et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales».)»

B. Détermination des droits et obligations des Parts Sociales Préférentielles nouvellement créées tels que énoncés dans les Statuts modifiés et reformulés ci-dessous et modification et reformulation conséquente des Statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}.** La Société est une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après "les Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet les investissements, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, d'actions, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La Société peut exercer des activités d'investissement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son groupe ainsi que la gestion de trésorerie.

La Société peut exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société peut exercer ses activités soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs succursales.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination "Accardi S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent douze mille cinq cent euros (EUR 512.500,-) représenté par cinq cent (500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par vingt mille (20.000) parts sociales préférentielles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Préférentielles») et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales».)

Art. 7. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit à tout moment par une décision une décision de l'assemblée générale des associés, soumis à et en conformité avec les dispositions des présents Statuts, y compris les réductions de capital par l'annulation des Parts Sociales Ordinaires ou des Parts Sociales Préférentielles.

Les associés peuvent faire des apports additionnels au capital (sans émission de Parts Sociales y relatives) en relation avec les Parts Sociales Préférentielles (les «Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles») devant être alloué au compte Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles.

Les Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles seront distribuables.

Art. 8.

8.1 Le détenteur des Parts Sociales Préférentielles (l'«Associé de Parts Sociales Préférentielles») aura droit de recevoir un dividende cumulatif et prioritaire payable à partir des fonds de la Société légalement disponible (le «Dividende de Parts Sociales Préférentielles») au taux annuel de 5%, composé annuellement, du montant global représenté par la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles et des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles qui augmente quotidiennement à partir de la date d'émission des Parts Sociales Préférentielles et à partir de la date des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles au fur et à mesure et doit être calculé sur base d'une année de 360 jours. De tel Dividende de Parts Sociales Préférentielles sera seulement payable quand et comme recommandé par le conseil de gérance de la Société et déclaré par les associés décidant conformément aux dispositions de l'Article 13.

8.2 Aucun dividende ne devra être payé sur les Parts Sociales Ordinaires de la Société pendant n'importe quelle année financière de la Société jusqu'à ce que le Dividende de Parts Sociales Préférentielles aura été payé pour cette année financière et n'importe quelle année financière durant laquelle le Dividende de Parts Sociales Préférentielles est accumulé mais est resté impayé. Après que tous les Dividendes de Parts Sociales Préférentielles accumulés ont été complètement payés, les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires et l'Associé de Parts Sociales Préférentielles sera en droit de recevoir des dividendes (les «Dividendes Additionnels») au ratio suivant: (x) quatre-vingt dix-neuf pour cent (99%) aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires, devant être partagé par chacun en proportion de leur pourcentage de détention respective de Parts Sociales Ordinaires, et (y) un pour cent (1%) à l'Associé de Parts Sociales Préférentielles. De tels Dividendes Additionnels seront seulement payables quand et comme recommandé par le conseil de gérance de la Société et déclaré par les associés décidant conformément aux dispositions de l'Article 13.

8.3 Une fois que les Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles ont été distribués en totalité à l'Associé de Parts Sociales Préférentielles, la Société peut racheter à partir de toute source de fonds légalement disponible, et à tout moment, la totalité ou une partie des Parts Sociales Préférentielles (chacune la «Date de Rachat par la Société»). De tels rachats seront effectifs à compter de l'approbation par les associés aux majorités requises pour la modification des statuts pour un montant (calculé au centième près) déterminé, en multipliant le nombre des Parts Sociales Préférentielles devant être rachetées par une fraction, dont le numérateur sera le Capital des Parts Sociales Préférentielles Non Remboursés (tel que défini ci-après), et dont le dénominateur sera le nombre de Parts Sociales Préférentielles émises immédiatement avant la Date de Rachat par la Société, plus, tous les Dividendes de Parts Sociales Préférentielles accumulés ou déclarés mais impayés sur les Parts Sociales Préférentielles devant être rachetées (le «Montant de Rachat Optionnel»). Pour les besoins de cet Article, Capital des Parts Sociales Préférentielles Non Remboursés signifiera, à toute date, l'excédent, si tel est le cas, du capital des Parts Sociales Préférentielles sur le montant global distribué au détenteur des Parts Sociales Préférentielles conformément à cet Article 8.3 autre que les Dividendes de Parts Sociales Préférentielles. Tout rachat effectué conformément à cet Article 8.3 réduira le capital social par la valeur nominale globale des Parts Sociales Préférentielles rachetées et lesquelles Parts Sociales Préférentielles seront annulées.

Au moins quinze jours mais pas plus de trente jours avant chaque Date de Rachat par la Société, la Société notifiera au détenteur des Parts Sociales Préférentielles du rachat devant être effectué, en précisant le nombre de parts sociales devant être rachetées par le détenteur des Parts Sociales Préférentielles, la Date de Rachat par la Société et le Montant de Rachat Optionnel.

Art. 9. Envers la Société, chaque Part Sociale est indivisible, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Les Parts Sociales ne sont transmissibles que conformément à la Loi.

Art. 11. La Société est administrée par au moins un gérant, nommé par les associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Les pouvoirs de chaque gérant et la durée de son mandat sont déterminés par les associés. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants peuvent être ré-élus mais aussi leur nomination peut être révoquée avec ou sans motifs et à tout moment.

Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement par l'approbation de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télécopie, câble télégramme télex ou E-Mail un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres sont présents. Les décisions seront prises à la majorité absolue des votes des membres du conseil de gérance présents ou représentés. Les procès verbaux

des réunions du conseil de gérance seront signés par les membres présents et les porteurs de procuration des membres représentés.

Les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par des moyens similaires de télécommunication permettant leur identification. Les réunions du conseil de gérance peuvent se tenir exclusivement par conférence téléphonique et seront soumises aux conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus. Les résolutions prises seront documentées par la remise des procès verbaux aux membres du conseil de gérance et la signature par ceux ayant participé à de telles réunions.

Une décision signée par tous les gérants constitue une décision valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue.

Une telle décision peut être constatée dans un seul document ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun de ces documents signés par un ou plusieurs membres du conseil de gérance.

La Société sera engagée par une seule signature en cas de gérant unique, et dans le cas d'un conseil de gérance par la signature conjointe de deux des gérants.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. Chaque associé peut prendre part aux décisions collectives ou aux assemblées générales des associés, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque associé a les droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois les résolutions modifiant les statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société seront établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 16.

16.1 Le bénéfice brut de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constitue le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

16.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés sur décision des associés en assemblée générale conformément aux dispositions des Statuts et tel que déterminé ci-après en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

16.3 Les associés peuvent déclarer et payer des dividendes intérimaires, sous réserve que, sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les profits réalisés depuis la dernière année comptable, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables (y compris, pour éviter tout doute, les Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles) mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve à être établie par la loi.

16.4 Les Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles peuvent être distribués en totalité ou en partie pour permettre les distributions (y compris les distributions de dividendes intérimaires) par voie de réduction des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles conformément aux présents Statuts.

La Société peut distribuer, à tout moment, la totalité ou une partie des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles (chacune la «Date de Distribution par la Société») conformément aux dispositions de l'Article 16.3 applicable à la déclaration et au paiement de dividendes intérimaires. La Société effectuera de telles distributions à la Date de Distribution par la Société applicable en payant, en espèce, un montant n'excédant pas l'Apport Au Capital Remboursable Non Distribué (tel que défini ci-après) (le «Montant de Distribution Optionnelle»). L'Apport Au Capital Remboursable Non Distribué signifiera, à toute date, l'excédent, si tel est le cas, du montant global des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles sur le montant global distribué au détenteur des Parts Sociales Préférentielles conformément à l'Article 16.4 autre que les Dividendes des Parts Sociales Préférentielles.

16.5 Sauf dispositions contraires dans l'Article 8, aucune distributions ne pourra être faite aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires à moins que tous les montants dus et payables jusqu'à présent en relation avec les Parts Sociales Préférentielles ont été payés.

Art. 17.

17.1 La Société ne sera pas dissoute par la mort, la faillite ou la banqueroute de l'associé unique ou de l'un des associés.

17.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

17.3 Dans l'hypothèse d'une quelconque liquidation, dissolution de la Société, soit volontairement ou involontairement, le détenteur des Parts Sociales Préférentielles sera en droit de recevoir, par préférence à toute distribution d'un quelconque actif ou de fonds excédentaires de la Société aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires, un montant égal à la somme de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles et des Apports Relatifs aux Parts Sociales Préférentielles, plus, tous les Dividendes sur Parts Sociales Préférentielles accumulés ou déclarés mais impayés (le «Montant de Préférence»). Après paiement au détenteur des Parts Sociales Préférentielles du Montant de Préférence, l'entière des actifs et fonds excédentaires restants de la Société sera distribué parmi les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires en proportion de leur détention respective des Parts Sociales Ordinaires détenues par chacun d'entre eux.

Pour les besoins de cet Article 17.3 (i) toute acquisition de la Société par moyens de vente ou fusion ou toute autre forme de restructuration sociétaire dans laquelle des parts sociales émises de la Société sont échangées en sûretés ou pour d'autres considérations émises, ou causées pour être émises, par la société acquéreuse ou sa filiale (autre qu'une simple transaction de re-constitution), ou (ii) une vente de tous ou substantiellement tous les actifs de la Société, sera traitée comme une liquidation ou une dissolution de la Société et accordera au détenteur des Parts Sociales Préférentielles de recevoir, en espèces, au moment de la clôture des sûretés ou autre propriété égales au Montant de Préférence.

Art. 18. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Les associés représentés tel qu'indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) de façon à porter le capital actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à cinq cent douze mille cinq cent euros (EUR 512.500,-) par la création et l'émission de vingt mille (20.000) Parts Sociales Préférentielles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Souscription - Paiement

Les vingt mille (20.000) Parts Sociales Préférentielles sont entièrement souscrites et payées par le Souscripteur, représenté par Maître Karolina Szpinda, prénommée, par un apport en numéraire d'un montant total de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) alloué au capital social de la Société.

Le montant de huit cent cinquante mille euros (EUR 850.000) est dès à présent à la libre disposition de la Société tel qu'il a été démontré au notaire soussigné par un certificat bancaire.

En conséquence, les associés ont décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent douze mille cinq cent euros (EUR 512.500,-) représenté par cinq cent (500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par vingt mille (20.000) parts sociales préférentielles rachetables d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Parts Sociales Préférentielles») et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales».

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, les associés ont décidé de déterminer les droits et obligations des Parts Sociales Préférentielles nouvellement créées et de modifier et reformuler les Statuts de façon à ce qu'ils aient la teneur telle que figurant au point B de l'ordre du jour.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais déclare par la présente qu'à la demande de la personne présente, cet acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française; à la demande de la même personne présente et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg même date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu aux membres du bureau, connus par le notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ils ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. Szpinda, C. Braun, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 octobre 2012. Relation: LAC/2012/50544. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I.Thill.

Référence de publication: 2012143916/432.

(120189249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Verillon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 16, rue Marechal Foch.

R.C.S. Luxembourg B 152.675.

L'an deux mille douze, le vingt-sixième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Przemyslaw KUKIELKA, consultant en affaires, né le 12 septembre 1978 à Zyrardow (Pologne), demeurant à L-9408 Vianden, 1, rue Gaessel.

I.- Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de la société «Verillon S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-9408 Vianden, 1, rue Gaessel, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.675, constituée suivant acte reçu par le Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, en date du 13 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1175 du 4 juin 2010, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (ci-après la «Société»).

II.- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associé unique, pré-qualifié.

III.- L'associé unique représentant l'intégralité du capital social s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes, qu'il a demandé au notaire d'acter comme suit:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de L-9408 Vianden, 1, rue Gaessel à L-1527 Luxembourg, 16, rue Marechal Foch;
2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société;
3. Suppression de toute référence à la souscription des parts sociales par les associés au niveau de l'article 5 des statuts de la Société et modification subséquente de l'article 5 des statuts;
4. Divers.

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-9408 Vianden, 1, rue Gaessel, à l'adresse suivante: L-1527 Luxembourg, 16, rue Maréchal Foch.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.»

Troisième résolution

L'associé unique décide de supprimer toute référence à la souscription des parts sociales au niveau de l'article 5 des statuts de la Société et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et libérées ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. KUKIELKA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 30 octobre 2012. Relation: DIE/2012/12785. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): RIES.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 5 novembre 2012.

Référence de publication: 2012143869/54.

(120189801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Metal Mechanical Holding Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 13.395.

L'an deux mille douze, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "METAL MECHANICAL HOLDING CORPORATION S.A.", R.C.S. Luxembourg N° B 13.395, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Georges ALTWIES, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du 25 novembre 1975, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 115 du 5 juin 1976.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte reçu de Maître Georges D'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 30 octobre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 332 du 7 mai 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKE, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, clerc de notaire, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les sept cents (700) actions d'une valeur nominale de mille francs suisses (CHF 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de sept cent mille francs suisses (CHF 700.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Constatation de la dissolution de la société par la survenance de son terme et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale constate que la société est dissoute du fait que le terme fixé pour sa durée déterminée est expiré le 24 novembre 2005 et décide de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, Monsieur Paolo METTEL, né le 28 mars 1945 à Pistoia en Italie et domicilié au 30, via generoso, CH-6850 Mendrisio, Suisse qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. Sabella, M. Krecké, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 octobre 2012. LAC/2012/50796. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2012.

Référence de publication: 2012143032/54.

(120188703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2012.

Alken Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 111.842.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-second of October.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "ALKEN FUND" a société d'investissement à capital variable, with registered office at Luxembourg, incorporated by a notarial deed on November 16, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated December 14, 2005, number 1388. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed on May 14, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated July 13, 2007, number 1438.

The meeting is opened with Mr Grégory FOUREZ, bank employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair, Mr Alain KAISER, bank employee, residing professionally in Luxembourg, is appointed secretary.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Séverine OLIGER, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent to all the shareholders on October 12, 2012 and published in:

- the Mémorial, Recueil Spécial C:

of September 20, 2012

of October 5, 2012

- the Letzerbuerger Journal:

on September 20, 2012

on October 5, 2012

- the Tageblatt

on September 20, 2012

on October 5, 2012-10-19

II.- That the agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1) Restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in English and in order to provide for, inter alia, the entry into force of and the flexibility provided by the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the so-called UCITS IV Directive) in Luxembourg, in the form of the draft as available at the registered office of the Company.

2) Restatement of the Article 5 in order to simplify the merger and liquidation of any compartment.

3) Deletion of the French translation of the Articles in accordance with Article 99 (7) of the Law.

4) Miscellaneous.

III.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

IV.- It appears from the attendance list, that out of 18,668,043.109390 shares in circulation, 1,089,370 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for September 19, 2012 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with article 67-1 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are present or represented.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolutions by a majority of more than two thirds of the votes:

First resolution

The meeting resolves to restate the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in English and in order to provide for, inter alia, the entry into force of and the flexibility provided by the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the so-called UCITS IV Directive) in Luxembourg, in the form of the draft as available at the registered office of the Company.

Second resolution

The meeting resolves to restate Article 5 in order to simplify the merger and liquidation of any compartment.

Third resolution

The meeting resolves to delete the French translation of the Articles in accordance with Article 99 (7) of the Law and to draw up the Articles of Incorporation or any amendment thereto henceforth only in English without any translation enclosed.

The meeting resolves that the articles of incorporation will henceforth read as follows:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "ALKEN FUND" (hereinafter the "Company"), formerly known as VAUBAN FUND.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period of time. It may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the law of 17 December 2010 transposing the provisions of the EU Directive 2009/65/CE of 13 July 2009 and its implementing directive (the "Law of 17 December 2010").

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 23 hereof.

The initial capital of the Company is set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-), represented by three hundred and ten (310) fully paid shares of no par value.

The minimum capital of the Company, which must be achieved within 6 months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment amounts to one million two-hundred and fifty thousand euros (1,250,000.-EUR).

The board of directors is authorised to issue at any time fully paid up additional shares at a price equal to the net value (s) of each share determined in accordance with Article 23 hereof, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. This price may be increased with a sales commission.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or manager of the Company, or any other duly authorised agent, the power to accept subscriptions to pay or to receive payment of the price of such new shares.

These shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes, and pursuant to Article 3 hereof the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities and other assets corresponding to geographical zones, industrial sectors, monetary areas, or to any specific type of shares or bonds to be determined by the board of directors for each class. Each class represents a sub-fund. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each sub-fund shall, if not expressed in euros, be converted into euros and the capital shall be equal to the total of the net assets of all of the sub-funds.

The board of directors may decide to create for each sub-fund two or more classes of shares, the assets of which shall be invested in accordance with the specific investment policy of the relevant sub-fund, provided that the classes of shares may be differentiated by commission structures and/or specific redemption structures, by specific currency risk hedging policies, by specific distribution policies and/or specific management or advisory commissions, or by any other specificity applicable to each class of shares.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any merger of a sub-fund shall be decided by the board of directors unless the board of directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the sub-funds concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a sub-fund where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided

by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles of Incorporation.

In case the board of directors deems it appropriate because of important changes in the economic or political situation affecting a sub-fund, or if for any reason, the net assets of one or more sub-funds has not reached or has fallen below an amount which the board of directors considers to be the minimum to guarantee an effective management of such sub-funds, the board of directors may redeem all shares of the relevant sub-fund at a price reflecting the realisation and liquidation costs and closing of the relevant subfund, but with no redemption charge.

Termination of a sub-fund by compulsory redemption of all the relevant shares in case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon the prior approval of the shareholders of the sub-fund to be terminated, at a duly convened shareholders' meeting of the relevant sub-fund which may be validly held without a quorum and the decision will be approved by a simple majority of the votes cast.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a sub-fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 6. Directors shall issue registered shares only. A shareholding confirmation shall be delivered to the shareholder, unless the Company decides to issue registered certificates. Should a registered shareholder wish that more than one certificate be delivered for his shares, the cost of these additional certificates may be borne by the shareholder. The certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary certificates in such form as the board of directors may determine.

Shares shall be issued upon the acceptance of the subscription and reception of the purchase price, in accordance with Article 24 herein.

The payment of dividends to registered shareholders shall be made at their address in the register of shareholders.

All the registered shares issued by the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall include the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by the owner and the amount paid up on each share. Any transfer of shares shall be entered into the register of shares.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (b) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every holder of registered shares shall provide the Company with an address to which any communication and information may be sent. Such address shall also be inscribed in the register of shareholders.

In the event that a registered shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company, until another address shall be provided by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractional shares may be issued up to five decimal places. However they shall carry no voting rights. Certificates of ownership of fractional shares shall not be issued.

Art. 7. When a shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, a duplicate share certificate may be issued at the shareholder's request under such conditions and guarantees including, but not restricted to, a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become void.

Mutilated share certificate may be replaced by new certificates. Such mutilated share certificate shall be remitted to the Company and immediately cancelled.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all justified expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Company may impose restrictions on, or put obstacles to the ownership of the shares of the Company by any physical persons or legal entities. The Company may in particular prohibit the ownership of shares by "U.S. persons" as defined hereinafter. To this effect, the Company may:

- a) decline to issue any shares and to register any transfer of shares where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal ownership of such shares by a US person;
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information and certificates, supported by an affidavit when possible,

which it considers necessary for the purpose of determining if, how, and under which circumstances these shares are owned or are about to become the beneficial ownership of U.S. persons; and

c) proceed to the compulsory redemption of all or part of the shares where it appears to the Company that any U.S. person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or gave false certificates and guarantees, or failed to provide the certificates and guarantees as determined by the board of directors. The following procedure shall then be applied:

1) the Company shall serve a notice (the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the register of shareholders as the owner of the shares; the purchase notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price, and the place where this price shall be paid. The purchase notice may be served to the shareholder by registered mail, to be sent to the shareholder's last known address, or the address inscribed on the register of shares. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without delay the certificates of the shares specified in the purchase notice. After the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the purchase notice and his name shall be removed from the register.

2) the price at which such shares specified in the redemption notice are to be purchased (the "redemption price") shall be equal to the net asset value of the shares of the Company determined in accordance with Article 23 hereof.

3) payment will be made to the owner of the shares in the currency of the relevant sub-fund, except during periods of exchange restrictions, and the price of shares shall be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice), which shall transmit it to such shareholder in return for delivery of the certificate(s) specified in the purchase notice. Upon payment of the price under these conditions, every person interested in the shares mentioned in the redemption notice shall not have any further interest in such shares, nor any claim against the Company or its assets, except for the right of the shareholder, appearing as the owner of the shares, to receive the amount deposited with the bank (without interest) in return for delivery of the certificates.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. person in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these articles of incorporation, the term "U.S. person" shall mean any national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or any person who is normally resident therein (including the estate or trust of any persons, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively linked with a commercial activity or business in the United States of America) is not allowable in gross income for the purposes of computing United States income tax payable by it and determining companies or associations established or organized in the United States of America).

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If the Company has only one single shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of April at 11.00 a.m.. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors.

Art. 11. The quorums and delays required by law shall govern the notice and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the articles of incorporation, in which case the resolution will be passed in accordance with Article 29 thereof.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. The shareholders are convened by the Board by means of a letter setting out the agenda which is sent at least 8 days before the meeting to each shareholder at the address recorded in the shareholders' register.

The general meeting must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a term ending at the following annual meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, resignation, removal or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vicechairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside over all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, one or several secretaries and any assistant general managers, assistant secretaries or other managers and officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature and cause of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telefax or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if the majority of the directors are present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for or against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to any other person appointed by the board of directors.

Decisions may also be taken by written resolutions signed by all the directors.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 16. The board of directors shall, based upon the principle of risk spreading, have power to determine (i) the investment policies for each sub-fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific classes of shares within a sub-fund and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the investment restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

In compliance with the requirements set forth by the Law of 17 December 2010, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each sub-fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) units of undertakings for collective investment as defined in Article 41(1) of the Law of 17 December 2010, (It is understood that a class of the Company may, under the conditions set forth, be authorized to invest in one or more other classes of the Company), subject to a ceiling of 10% of its net assets;
- (iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (iv) financial derivative instruments.

The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities in accordance with the article 9 of the Grand-Ducal regulation dated 8 February 2008.

The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public, or stock exchange of a Member State of the European Union, of Europe, America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on a regulated market, as mentioned hereabove, and that such admission be secured within one year of issue.

The board of directors of the Company may decide to invest up to 100% of the net assets attributable to each sub-fund of the Company in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue can not exceed 30% of the total net assets attributable to that sub-fund.

The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and for hedging purposes.

The Board may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, convert the Company into a feeder undertaking for collective investment in transferable securities or into a master undertaking for collective investment in transferable securities.

In accordance with the conditions set forth in the Law and the applicable Luxembourg regulations, any sub-fund may, to the largest extent permitted by the Law and the applicable Luxembourg regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more other sub-funds. Should a sub-fund invest in shares of another sub-fund of the Company, no subscription, redemption, management or advisory fee will be charged on account of the sub-fund's investment in the other subfund.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more members of the board of directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have a personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Pictet & Cie (Europe) S.A., any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party

by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any duly authorized officer of the Company or of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 20. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several statutory auditors, who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to good repute and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 17 December 2010. The statutory auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successors are elected. The statutory auditors in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause.

Art. 21. As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company.

The redemption price shall be paid not later than thirty business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the net asset value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof less any such redemption charge as the board of directors may decide and less such sum as the directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) ("transaction fees") which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the directors acting prudently and in good faith proper to take into account, such price being rounded down to the nearest whole monetary unit in the currency of the relevant sub-fund, in the discretion of the Company.

Any redemption notice and request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer of assignment.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable valuation date after the end of the suspension.

Shares of the capital redeemed by the Company shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his shares into shares in another sub-fund at a price equal to the respective net asset values of the shares in the different sub-funds plus transaction fees, and rounded up or down, as the case may be, to the nearest whole monetary unit following the directors' decision, provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge as it shall determine, taking into account the interests of the Company and of the shareholders.

Within the limits of the conditions for access set forth for each class of shares, any shareholder may request conversion of the whole or part of his shares into shares of another class of shares which shall be determined on the basis of the net asset values of the relevant classes of shares, as determined on the relevant valuation days and increased by the applicable fees.

If at any given time the net asset value of a sub-fund is less than an amount deemed by the board of directors as a minimum amount for the relevant sub-fund operates in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the relevant class would justify the board's decision to redeem all the shares of such sub-fund at their net asset value on the day when the whole assets of such sub-fund are realized.

If, in light of redemption and conversion requests, it would be necessary to redeem or to convert, on a given valuation day, a number of shares exceeding a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a sub-fund, the board of directors may decide that such requests for redemption or conversion shall be deferred to the next date of determination of the asset value of the relevant sub-fund. On such date these redemption and conversion requests which have been deferred (but not removed) shall be met in priority to redemption and conversion requests received for such date (and which have not been deferred).

Art. 22. For the purpose of determination of issue, redemption and conversion prices, the net asset value per share of the Company shall be determined from time to time and at least twice a month in regard to the shares of each sub-fund, at a frequency determined by the board of directors (such date or time for determination of net asset value being referred to herein as a "valuation date"), provided that in any case where any valuation date would fall on a legal or bank holiday in Luxembourg, such valuation date shall be on the next following business day.

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any sub-fund and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each subfund:

a) when one or more stock exchanges or markets which are a source of pricing information for a significant part of the assets of the Company or one or more currency markets in the currencies of the asset value of the shares or of a significant part of the assets of the Company, are closed otherwise than for ordinary holidays, or in the event that transactions on such stock exchanges or markets are suspended, or are subject to restrictions, or are subject to important fluctuations on a short-term basis;

b) when the political, economic, military, monetary, social situation, a strike or any circumstances outside the responsibility and power of the Company make it impossible to dispose of its assets through normal and reasonable channels, without seriously harming the interests of shareholders;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's assets or when the value of any asset of the Company cannot be known or determined with sufficient rapidity or exactness for any reason whatsoever;

d) when exchange restrictions or movements of capital prevent any transactions for the account of the Company or when the realization or acquisition of the assets of the Company cannot be effected at normal rates of exchange;

e) upon the occurrence of any event causing the liquidation of the Company or one of its sub-funds;

f) in case of suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which the Company invests a substantial part of its assets.

Such suspension may be published by the Company, if appropriate, and shall be notified to shareholders requesting redemption of their shares to the Company at the time of their written request for such redemption, in accordance with the provisions of Article 21 above.

Such suspension relating to a sub-fund shall not have any effect on the calculation of the net asset value, issue, redemption or conversion of the shares in sub-funds not concerned with the above.

Art. 23. The net asset value per share of each sub-fund of the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant subfund and shall be determined in respect of any valuation date by dividing the net assets of the Company corresponding to each sub-fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such sub-fund, less its liabilities attributable to such sub-fund at the close of business on such valuation date, by the number of shares of the relevant sub-fund then outstanding.

If classes of shares are issued in one sub-fund, the net asset value of each class of shares in the relevant sub-fund shall be determined by dividing the total net asset value (determined in respect of the relevant subfund and attributable to such class of shares) by the percentage of the total net asset value in the relevant sub-fund attributable to each class of shares. The value of the sub-funds and, as the case may be, of the classes of shares shall be determined as follows:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The asset valuation shall be determined as follows:

a) the value of securities listed on an official stock exchange or on any other regulated market, operating regularly, recognised and open to the public is based on at the last available price, unless such price is not representative;

b) the value of securities which are not listed on such official stock exchange or other regulated market, as well as securities listed on such official stock exchange or other regulated market but the last price of which is not representative, is based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith;

c) liquid assets will be valued at their nominal value with interest accrued;

d) units or shares of open-ended undertakings for collective investment will be valued at their last known net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended undertaking for collective investment will be valued at their last available stock market value;

e) money market instruments with a remaining maturity of twelve months or less and not admitted to official listing or dealt in on a regulated market, operating regularly, recognised and open to the public or a stock exchange located in

any Member State of the European Union, in Europe, America, Africa, Asia, Australia or Oceania will be valued at nominal value plus any accrued interest; the global value being amortized by the amortized cost method.

f) futures, forward or option contracts not traded on a regulated market or on a stock exchange within the meaning of e) above will be based on their liquidating value determined pursuant to the policies established in good faith by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The value of futures, forward or options contracts traded on a regulated market or on a stock exchange within the meaning of e) above is based on their available closing or settlement price on such regulated market or stock exchange which are normally the main markets for such contracts. If futures, forward or option contracts could not be liquidated on the relevant date of valuation of the net assets, the board of directors will fairly and reasonably determine the criteria for establishing the liquidating value of such futures, forward or option contracts.

g) swaps will be valued at their fair market value based upon the (closing or intraday) value of the underlying financial assets as well as upon the main features of the underlying commitments.

h) the value not expressed in the reference currency of a sub-fund the values will be converted into the reference currency of such sub-fund at the average price between the last bid and ask prices known in Luxembourg or, as the case may be, on the most representative marketplace with regard to such values.

The board of directors may adopt other relevant valuation principles relating to the assets of the Company where extraordinary circumstances would make it impossible or irrelevant to determine the values according to the criteria specified herein above.

In case of important subscription or redemption requests, the board of directors may determine the value of the shares on the basis of the prices set during the trading session in which the relevant stock exchange/market could undertake the necessary acquisitions or sales of assets on behalf of the Company. In this case one calculation method will be used with respect to any subscription or redemption requests submitted at the same time.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including without limitation investment advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the valuation date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation date, as determined from time to time by the board of directors, and other reserves if any authorised and approved by the board of directors;

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian and local correspondents of the custodian, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal or auditing services, marketing, promotional and printing expenses, including the cost of advertising and preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda and registration statements, yearly and half-yearly reports, stock exchange listing costs and related registration fees, taxes and governmental charges and all other operating expenses, including cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage, telephone and telex charges. For the purpose of determining such liabilities the Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of asset for each sub-fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each sub-fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that subfund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool and shall not be binding for the whole Company;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be attributable to a particular pool, such asset or liability shall be divided equally among all the pools and such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant sub-funds;

e) upon the determination of dividends declared in any sub-fund, the net asset value of such sub-fund shall be reduced by the amount of such dividends;

f) if there has been created two or more classes of shares within the same sub-fund in accordance with Article 5 hereabove, the allocation rules set forth above shall apply mutatis mutandis to each class of shares.

D. For the purposes of this Article:

a) any share of the Company to be redeemed under Article 21 above shall be treated as issued and existing until immediately after the close of business on the valuation date relevant to the redemption of such share, and from such time and until paid, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency of the net asset value of the relevant subfunds/classes of shares shall be valued after taking into account the rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

c) effect shall be given on any valuation date to any redemptions or sales of securities contracted for by the Company on such valuation date, to the extent practicable.

Art. 24. Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered and issued shall be the net asset value as determined hereof for the sub-fund/class of shares concerned, added to a sum which the directors consider appropriate to cover the taxes and fees (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration fees and other similar duties and charges) (transaction fees) which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purpose of the relative valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the directors acting prudently and in good faith proper to take into account, such price being rounded down by the Company to the second decimal in the currency of the relevant subfund/class of shares, added to the fees mentioned in the sales documents. The price arrived at may be rounded down to the second decimal. Any payment to agents involved in the investment of shares will be included in such fees. The price so determined shall be payable at the latest 5 business days from the date on which the net asset value was applied or within a shorter period, as determined from time to time by the board of directors. Under the conditions to be determined by the board of directors and pursuant to the provisions set forth by law the subscription price may be paid by contributions in kind. Such contributions will be subject to a valuation report established by the statutory auditor and must be in line with the investment policy adopted and comply with investment restrictions.

Art. 25. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in euros. In the event that there are different sub-funds/classes of shares as prescribed in Article 5 hereof, and if the said sub-funds/classes of shares are expressed in different currencies, these accounts shall be converted into euros and added up with the view of establishing the accounts of the Company.

Art. 26. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors for each sub-fund/class of shares, determine how the annual results shall be disposed of, and how further distributions may be made.

Any resolution of the general meeting of shareholders deciding the distribution of dividends to the shares of a sub-fund/class of shares should receive prior approval from the shareholders of that sub-fund/class of shares voting at the simple majority.

For any sub-fund/class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends out of the assets attributable to such sub-fund/class of shares, in compliance with the conditions set forth by law.

No distribution may occur when subsequent to such distribution the capital of the Company would fall below the minimum capital prescribed by law.

The declared dividends may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Dividends may further, in respect of each sub-fund/class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of a sub-fund/class of shares concerned and which, in such case and in respect to such sub-fund/class of shares, may be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Art. 27. The Company shall enter into a custodian agreement and a financial services agreement with a banking or savings institution, which meets the requirements of the Law of 17 December 2010 (herein referred to as the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law. The fees payable to the Custodian shall be determined in the custodian agreement.

In the event that the Custodian wishes to retire, the board of directors shall use their best endeavours to find a company to act as custodian and upon doing so the board of directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 28. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their powers and remuneration. Dissolution of the Company may occur when the assets of the Company fall below a certain amount set in the sales documents. The net proceeds of the liquidation of each subfund/class of shares, shall be distributed

by the liquidators to the shareholders of each sub-fund/class of shares, in proportionality with the number of shares they hold in that sub-fund/class of shares.

Art. 29. These articles may be amended by a general meeting of shareholders, at such time and place that it shall determine from time to time, subject to the quorum and majority requirements provided by the law of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the shareholders of a subfund, in relation to the rights of shareholders in other sub-funds, shall be subjected to the same quorum and majority requirements as in those other sub-funds.

Art. 30. All the transferable securities and cash of the Company shall be kept by or for the Custodian, which shall carry out the duties prescribed by the Law of 17 December 2010.

Art. 31. All matters not governed by these articles shall be determined in accordance with the Law of 17 December 2010.

There being no further item on the agenda, the extraordinary meeting was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the persons appearing the present deed is worded only in the English language.

The document having been read to the persons appearing, the members of the bureau of the Extraordinary Meeting signed together with the notary the present deed.

Signé: G. FOUREZ, A. KAISER, S. OKIGER et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 octobre 2012. Relation: LAC/2012/50248. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012142754/594.

(120188367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2012.

SportFitness Connection Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6155 Weyer (Junglinster), Maison 4.

R.C.S. Luxembourg B 89.774.

Les Comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 26/10/2012.

Pour SportFitnessConnection S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2012141107/12.

(120185598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Sumava Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.309.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the nineteenth day of October.

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 46.448, here represented by Mr Vincent van den Brink, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "Sumava Investment S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "Sociétés à responsabilité limitée".

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 2.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder (s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General meetings of shareholders. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be shareholder.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholder(s) at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company, which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each shareholder may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and accounting and annual accounts, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of shareholders, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 20. Transitory measures. Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 31st day of December 2012.

Subscription and Payment

The one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole associate

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

Is appointed as manager for an undetermined duration, Manacor (Luxembourg) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 9.098.

2) The Company shall have its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing party represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil douze, le dix-neuvième jour d'octobre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 46.448, ici représentée par Monsieur Vincent van den Brink, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Sumava Investment S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en

vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles et effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des bien immobiliers.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles qui peuvent être ou qui sont conformes aux paragraphes mentionnés ci-dessus dans cet Article.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille)) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/ leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 35 de la loi de 19 Décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés, ainsi que la comptabilité et les comptes annuels, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Art. 20. Disposition transitoire. Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., prénommée, a souscrit un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommée gérante pour une durée indéterminée Manacor (Luxembourg) S.A., une société constituée selon les lois de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 9.098.

2) Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, es qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: V. VAN DEN BRINK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 octobre 2012. Relation: DIE/2012/12458. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 29 octobre 2012.

Référence de publication: 2012141110/407.

(120185729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

SmartStream Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 118.408.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 août 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 septembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012141101/13.

(120185743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Tricol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.605.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRICOL S.A.

Georges DIEDERICH / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012141194/12.

(120185610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Yellowwoods Administration Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.601.

Le bilan au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Octobre 2012.

Signature

Administrateur / Gérant

Référence de publication: 2012141233/12.

(120186195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Zandvoort Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 165.773.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a pris acte en date du 24 octobre 2012 de la démission en date du 22 octobre 2012 de l'administrateur Monsieur Stéphane Sabella.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012141237/11.

(120186070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Aston Finance Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 127.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141340/10.

(120186572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Tizela Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 172.289.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1. La société FINACAP S.A., dont le siège social est au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

2. Monsieur Norbert SCHMITZ, licencié en sciences commerciales et consulaires, demeurant professionnellement au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, présent ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de:

TIZELA INVEST S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Si des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produisaient ou seraient imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 450.000,- (quatre cent cinquante mille Euros) représenté par 450 (quatre cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille Euros) chaque, chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue-propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue-propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

Le capital autorisé est fixé à EUR 4.500.000,- (quatre millions et cinq cents mille Euros), représenté par 4.500 (quatre mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille Euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq (5) ans à partir de la date de publication du présent acte, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Ces augmentations du capital peuvent être réalisées moyennant apport en espèces ou en nature ainsi que par incorporation de réserves.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propriété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs ou la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil ou en cas d'administrateur unique par la signature individuelle de cet administrateur.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un des administrateurs, par l'administrateur unique ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier de l'année, et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois de juin à 10.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

S'il y a un actionnaire unique, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires de la société.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2013.
- Par dérogation, la première assemblée ordinaire des actionnaires se tiendra le troisième vendredi du mois de juin en 2014.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

- La société FINACAP S.A., préqualifiée, Quatre cent quarante-neuf actions	449
- Norbert SCHMITZ, préqualifié Une action	<u>1</u>
TOTAL	450

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de EUR 450.000,- (quatre cent cinquante mille euros) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à deux mille trois cents euros (€ 2.300,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants ès-qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes.

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

- Sont nommés administrateurs:
- Monsieur Jean-Marie Legendre, né à Paris le 1^{er} février 1946, demeurant à L-2210 Luxembourg, 56, rue Napoleon 1^{er},
- La société FMS SERVICES S.A., établie et ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B101.240 est nommé représentant permanent Monsieur Hugues DUMONT, employé privé, né à Ixelles (Belgique), le 03 mars 1959, avec adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;
- La société S.G.A. SERVICES S.A., société de droit luxembourgeois, avec siège social au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 76.118, est nommé représentant permanent Madame Sophie CHAMPENOIS, employée privée, née à Uccle (Belgique), le 04 septembre 1971, avec adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est nommé Commissaire aux Comptes:

Monsieur Eric HERREMANS, employé, né à Bruges (Belgique), le 3 juin 1941, demeurant à L-2520 Luxembourg, 39, Allée Scheffer.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés est gratuit et il prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2018.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, elle a tout signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 octobre 2012. Relation: EAC/2012/12802. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012140447/171.

(120185373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2012.

Alapis Luxembourg (2) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 150.820.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 09 octobre 2012:

- Mons. Simon Papadogeorgos de 2, Manolias str., Ilisia, Athens Greece est nommé administrateur de classe A de la société, avec effet au 30 mars 2012.

- Le mandat de Mons. Simon Papadogeorgos prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2012141305/15.

(120186705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Aigeln S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 57.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.724.

Les comptes annuels pour la période du 8 septembre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2012.

Référence de publication: 2012141302/11.

(120186553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

e-volution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5553 Remich, 32, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 90.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141294/10.

(120187154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Aliunde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 115.597.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 23 octobre 2012 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2014:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg:

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012141328/18.

(120187400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Aliunde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 115.597.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2012141327/10.

(120187123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Alanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ALANIS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012141325/11.

(120187112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

ACE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.362.

RECTIFICATIF

Le bilan rectifié au 31 décembre 2011 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2011 déposé le 11/09/2012 n° L 120156301) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012141313/12.

(120187153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Andres Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.000.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 82.470.

Extract of the Resolutions taken by the Board of Managers held on September 26th, 2012 at 10.00 a.m.

Further to discussions, the Board of Managers, resolved:

- to transfer the registered office of the company from 23 avenue Monterey, L-2086 Luxembourg to 5 rue du Plébiscite, L-2341, Luxembourg, with an effect date as from October 1st, 2012.

Extrait des Résolutions prises par le Conseil de Gérance le 26 septembre 2012 à 10.00

Après délibérations, le Conseil de Gérance adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

- le siège social de la société est transféré du 23 avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 5 rue du Plébiscite, L-2341, Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2012.

Certifié sincère et conforme

The Board of Managers

A. SCHOLTES / H. HANSEN

Manager / Manager

Référence de publication: 2012141333/21.

(120186945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Amundi Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 68.806.

Le Bilan au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012141331/10.

(120186826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Anglo American Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 69.788.

Les personnes chargées du contrôle des comptes de la société, Deloitte S.A., ont changé de dénomination en Deloitte Audit avec effet au 1^{er} décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2012.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2012141334/13.

(120187261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Abrantes Martins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3446 Dudelange, 1, rue Mathias Cungs.

R.C.S. Luxembourg B 161.266.

Extrait des résolutions de l'age du 18 septembre 2012

L'associé réunis en assemblée générale extraordinaire ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 18 Septembre 2012, que Monsieur Fabio Manuel MARQUES DE MATOS, demeurant à L-3446 Dudelange, 1, rue Mathias Cungs, a cédé

100 parts sociales sur les 100 parts qu'il détenait dans la société ABRANTES MARTINS SARL à Mademoiselle DE MATOS GARCIA Suse Andreia, employée, demeurant à L-3640 Kayl, 28, rue du Faubourg,

Par conséquent, à compter du 18 septembre 2012, la répartition du capital social d'ABRANTES MARTINS SARL est comme suit:

DE MATOS GARCIA Suse Andreia, prénommé 100 parts sociales

Deuxième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Fabio Manuel MARQUES DE MATOS, de son poste de gérant administratif.

Troisième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Madame Véronique SCHNEIDER, de son poste de gérante technique.

Quatrième résolution

Mademoiselle DE MATOS GARCIA Suse Andreia, prénommé, est nommée gérante administrative de la société pour une durée indéterminée.

Monsieur Monteiro Teixeira Manuel, demeurant 75, rue de l'Hôpital L-4581 Differdange, est nommé gérant technique de la société pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature de la gérante administrative.

Fait à Dudelange, le 18 septembre 2012.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2012141312/31.

(120186744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Ahmoose S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8371 Hobscheid, 1, rue de Steinfort.

R.C.S. Luxembourg B 146.129.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 août 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 septembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012141324/13.

(120186793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

AM Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 157.705.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 15 décembre 2011, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 328 du 18 février 2011,

Il résulte des résolutions prises en date du 9 octobre 2012 par l'Administrateur Unique Aurora Management Limited, avec siège social à Criquet Square, Hutchins Drive, KY1-1111 Grand Cayman, Iles Caïmanes que:

- Monsieur Jean Faber, expert-comptable, demeurant professionnellement à 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, est nommé représentant permanent de la société Aurora Management Limited (Cayman Ilands) au Luxembourg

Luxembourg, le 26 octobre 2012.

Pour la société AM MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2012141330/15.

(120186989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Anglo American Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 69.788.

Extrait d'une résolution prise par les actionnaires de la société en date du 2 octobre 2012:

Mme Jacqueline McNally avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet à partir du 15 septembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2012.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2012141335/14.

(120187261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Securities Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6136 Junglinster, 14, rue de la Montagne.
R.C.S. Luxembourg B 166.131.

Le siège social de Securities Services a changé d'adresse.

Voici la nouvelle adresse:

14, rue de la Montagne

L-6136 Junglinster

Puisqu'il s'agit d'un changement d'adresse dans la même commune, il est inutile de changer les statuts.

Référence de publication: 2012141275/12.

(120185764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Global Strategies Group (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 155.134.

EXTRAIT

En date du 8 septembre 2011, l'actionnaire unique de la Société a décidé de:

- mettre fin au mandat du commissaire aux comptes REVILUX S.A.; et
- nommer PricewaterhouseCoopers S.à r.l., ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une période se terminant le jour de l'assemblée générale de la Société statuant sur ses comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012141264/17.

(120186299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Finer S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R.C.S. Luxembourg B 42.613.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale tenue extraordinairement le 16 octobre 2012

L'Assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante: Le nombre des administrateurs est porté de cinq à sept.

Messieurs Xavier LE CLEF, domicilié 10, avenue Astrid à B-1640 RHODE ST GENESE et Alexandre HOLVOET domicilié 68, Kastanjedreef à B-3090 OVERIJSE sont nommés administrateurs.

Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 26 octobre 2012.

Pour avis sincère et conforme

Marie-Claire CASTELLUCCI

Fondé de pouvoirs

Référence de publication: 2012141262/17.

(120185815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Benelux Leading Capital Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.813.

Il résulte des résolutions écrites par l'associé unique en date du 24 octobre 2012, que l'associé unique a pris la décision suivante:

- Le siège social de la société est transféré du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet immédiat.

Veillez également prendre note du changement d'adresse des gérants suivants:

- Florence Rao, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Polyxeni Kotoula, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Pour la société

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2012141360/20.

(120186849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Battersea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141359/10.

(120186817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Baracoa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 171.383.

Auszug aus dem Beschluss der Gesellschafter Versammlung welche am 22.10.2012 in Luxembourg stattfand.

Erster Beschluss

Das Ausscheiden von Cotorruelo De Ramón-Laca Jesús als Gérant wurde angenommen und die Entlassung wurde mit sofortiger Wirkung bewilligt.

Als neuer Gérant wurde Herr Smith Morrondo. Juan-Carlos, 5, De Santiago Bernabeu. E -28036 Madrid am Tage der Gesellschafter Versammlung ernannt.

Die Vollmacht des neu bestellten Gérants wurde als unbefristet festgelegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29.10.2012.

Référence de publication: 2012141358/16.

(120186234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bankers & Brokers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 130.298.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 1^{er} juin 2012 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Référence de publication: 2012141357/12.

(120186520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Aylesdale Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 140.782.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée générale tenue extraordinairement en date du 12 octobre 2012 que:

Madame Laurence BARDELLI a démissionné de sa fonction d'administrateur.

Monsieur Vincent WILLEMS, expert comptable, née le 30 septembre 1975 à Liège et demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg a été élu en remplacement de Madame Laurence BARDELLI administrateur démissionnaire.

En outre, il résulte d'un changement d'adresse que Monsieur Cristian CORDELLA, administrateur de la société est désormais domicilié au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012141345/16.

(120186605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bain Capital CCD I (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 780.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 141.292.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Octobre 2012.

Référence de publication: 2012141350/10.

(120187409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bain Capital CCD II (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.525.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 141.431.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Octobre 2012.

Référence de publication: 2012141351/10.

(120187410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bain Capital HDS I (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 780.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 139.085.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 Octobre 2012.

Référence de publication: 2012141352/10.

(120186660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Ball Delaware Holdings S.C.S., Société en Commandite simple.**Capital social: EUR 19.412.900,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 90.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 septembre 2012.

Référence de publication: 2012141356/10.

(120187429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

e-technologies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1738 Luxembourg, 17, rue Luc Housse.
R.C.S. Luxembourg B 82.862.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2012141293/14.

(120187366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Brenntag, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 97.258.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 Octobre 2012.

Référence de publication: 2012141366/10.

(120187408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Brenntag-Interfer, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 97.256.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 Octobre 2012.

Référence de publication: 2012141367/10.

(120187407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Burdes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.099.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141368/10.

(120186519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bureau Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 151.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141369/10.

(120187025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Carrosserie Roemen, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 137.383.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2012141403/14.

(120186615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Berewtec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 86.053.

EXTRAIT

6^{ème} Résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement le 20 août 2012

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Romain THILLENS de sa fonction d'administrateur. L'Assemblée Générale décide de nommer en remplacement Monsieur Marc LIBOUTON, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013.

Changements d'adresse

Le Conseil d'Administration prend acte du changement d'adresse de Monsieur Christophe BLONDEAU, administrateur et du siège social du Commissaire aux Comptes qui est désormais au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BEREWTEC S.A.

Référence de publication: 2012141382/18.

(120187384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Azurinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 120.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141347/10.

(120187225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

APPIA Global Infrastructure Portfolio SCA, SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 163.215.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Référence de publication: 2012141337/11.

(120186588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Sifipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 83A, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 83.427.

"CLOTURE DE LIQUIDATION"

Par jugement en date du 18 octobre 2012, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé la clôture de la liquidation de la société Sifipar S.A., ayant eu son siège social à L-8077 Bertrange, 83a, rue de Luxembourg.

Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Pour extrait conforme

Maître Elisa Faraldo Talmon

Liquidateur

Référence de publication: 2012141276/15.

(120186278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Bureau Schneider S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 141, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 82.820.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141370/10.

(120187028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Boulangerie-Pâtisserie Christian Schumacher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7220 Walferdange, 61, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 148.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141365/10.

(120187027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

B.D.C. - Business Development Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8353 Garnich, 53, rue de l'École.
R.C.S. Luxembourg B 140.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2012141348/11.

(120187061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Bona S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 59.696.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire du 16 octobre 2012 a renouvelé:

- Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, dans ses mandats d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017;
- Monsieur Etienne Pigeon, employé privé, né le 18 novembre 1969 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017;
- Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017;
- la société à responsabilité limitée INTERAUDIT, établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119 Avenue de la Faïencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29501, est renouvelée dans son mandat de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012141390/23.

(120187314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Benelux Taxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 218, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141380/10.

(120187423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Begyval S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 69.430.

I. Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale tenue le 12 Octobre 2012

8^{ème} Résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission avec effet au 21 août 2012 du Commissaire aux Comptes Fiduciaire Winandy & Associés S.A.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet au 21 août 2012 H.R.T. Révision S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 51.238 en tant que Commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

L'Assemblée Générale ratifie l'émission des rapports de contrôle sur les comptes annuels modifiés clôturés au 31 décembre 2009 ainsi que sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011 par le nouveau Commissaire aux Comptes, H.R.T. Révision S.A..

L'Assemblée Générale prend acte de la démission avec effet immédiat de Monsieur Romain THILLENS en tant qu'Administrateur de la Société.

L'Assemblée Générale décide de nommer en remplacement, avec effet immédiat, Monsieur Marc LIBOUTON, employé privé, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen en tant qu'Administrateur de la Société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016.

II. Changement d'adresse

La Société a été informée du changement d'adresse de Monsieur Christophe BLONDEAU, ayant désormais son adresse au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BEGYVAL S.A.

Référence de publication: 2012141378/28.

(120186904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Lapithus Servicing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.177.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 21 Septembre 2012

En date du 21 Septembre 2012, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Madame Ulrika Werdelin de sa fonction de Gérant de Classe B et ce avec effet immédiat;

Luxembourg, le 25 Octobre 2012.

Pour extrait analytique conforme

Patrick Mabry

Gérant

Référence de publication: 2012141269/16.

(120186196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Coperval Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012141410/9.

(120186550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

BRE/German Holdco 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 127.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012141394/9.

(120186787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

C.E.C.T. Compagnie Européenne de Cinéma et de Télévision S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 84.979.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012141399/9.

(120186630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

BMO Finance Company II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 161.782.

Les comptes annuels au 31 octobre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012141389/10.

(120187097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Chelsey Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 106.483.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 11 octobre 2010 à 9.30 heures.

Reconduction du mandat de H.R.T. Révision S.A. en tant que Commissaire aux Comptes, demeurant professionnellement au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B51238, pour une durée de six ans. Son mandat prendra fin à l'assemblée générale 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2010.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012141259/17.

(120186451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2012.

Azurinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 120.762.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 5 octobre 2012 a renouvelé les mandats des administrateurs,

- Monsieur Manuel HACK, Administrateur, maître ès sciences économiques, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, Président, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

L'assemblée générale du 5 octobre 2012 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 30 octobre 2012.

Pour AZURINVEST

Société anonyme

Référence de publication: 2012141346/22.

(120187224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2012.
